

Unité départementale de l'Ain
23, rue Bourgmayer
01000 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 05/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GXO LOGISTIC FRANCE

PLA 2A
Allée du clair de lune
01150 ST VULBAS

Références : 20220316-RAP-S2-22-040 PA

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2022 dans l'établissement GXO LOGISTIC FRANCE implanté PLA 2A Allée du clair de lune – 01150 ST VULBAS.

L'inspection a été annoncée le 09/03/2022.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site <https://www.georisques.gouv.fr/>.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GXO LOGISTIC FRANCE
- PLA 2A Allée du clair de lune 01150 ST VULBAS
- Code AIOT dans GUN : 0006102261
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La société GXO exploite un entrepôt logistique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- défense incendie ;
- suites données à la visite d'inspection du 02 octobre 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Classement 2910	Code de l'environnement, article R511-9	/	Lettre de suites
Volume entrepôt	Arrêté Préfectoral du 29/09/1999, article 1.1	/	Lettre de suites

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 annexe II	/	Lettre de suites
Disponibilité effective eau incendie	AP de Mise en Demeure du 07/12/2020, article 1	/	Consignation
Distance PEI / accès cellules	AP de Mise en Demeure du 07/12/2020, article 1	/	Consignation
Mesure périodique de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3	/	Lettre de suites
Confinement eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 29/09/1999, article 2 alinéa 4.6.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Tri déchets	Code de l'environnement, article D.543-281	/	Lettre de suites

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Sprinklage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 annexe II	/	Sans objet
RIA	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 annexe II	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Détection automatique incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12 annexe II	/	Sans objet
Extincteurs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 annexe II	/	Sans objet
Plan de défense incendie	AP de Mise en Demeure du 07/12/2020, article 1	/	Sans objet
Exercice d'évacuation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14 annexe II	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plans	AP de Mise en Demeure du 07/12/2020, article 1	/	Sans objet
Modifications d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 07/12/2020, article 1	/	Sans objet
Dispositions constructives locaux sociaux	AP de Mise en Demeure du 07/12/2020, article 1	/	Sans objet
Protections gaz chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas mis en conformité la défense incendie de ses installations suite à l'arrêté de mise en demeure du 07 décembre 2020.

Il est donc proposé des sanctions administratives pour cette non-conformité persistante (consignation de somme).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Classement 2910

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Chaudière
Prescription contrôlée : Situation administrative chaudière. Les installations de combustion d'une puissance comprise entre 1 et 20 MW relèvent du régime de la déclaration avec contrôle périodique (DC).
Constats : L'exploitant dispose de 2 chaudières gaz de 1080 kW et 940 kW, soit une puissance totale de 2020 kW. Ces installations relèvent donc du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE. Le tableau des installations classées exploitées de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mars 2017 mentionne une puissance de 1880 kW. L'exploitant doit régulariser la situation administrative de ses installations de combustion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites

Nom du point de contrôle : Volume entrepôt

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1999, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Volume entrepôt
Prescription contrôlée : Entrepôt couvert. Volume total : 226 695 m ³ .
Constats : L'arrêté préfectoral du 17 mars 2017 mentionne un volume d'entrepôt de 226 695 m ³ . Ce volume semble erroné. En effet, avec une superficie de cellules de 32 600 m ² environ et une hauteur d'environ 10 m, le volume réel de l'entrepôt doit être de 326 000 m ³ environ. L'exploitant a été indûment classé en régime d'enregistrement en 2017, alors qu'avec un volume supérieur à 300.000 m ³ cet entrepôt relevait du régime de l'autorisation selon la définition de la rubrique 1510 applicable à l'époque. Néanmoins, le seuil de l'enregistrement a été relevé de 300.000 à 900.000 m ³ par le décret du 24 septembre 2020. L'entrepôt relève donc bien, désormais, du régime de l'enregistrement depuis le 24/09/2020. L'exploitant doit communiquer le volume réel de l'entrepôt en détaillant les calculs. Par ailleurs, il n'y a plus de double classement entre la rubrique 1510 et les rubriques 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663. Le classement de l'entrepôt sous les rubriques 1511, 1530, 1532 et 2663 est donc caduc.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites

Nom du point de contrôle : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : 1.4. État des matières stockées » I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
Constats : L'exploitant dispose d'un état des stocks par cellule et par mention de dangers. Le recalage périodique est réalisé de manière tournante. L'état des stocks répond à l'objectif 1 de la prescription mais ne répond pas à l'objectif 2 de la prescription applicable depuis le 1 ^{er} janvier 2022. L'exploitant doit affiner son état des stocks pour disposer d'une information vulgarisée à destination du public.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites

Nom du point de contrôle : Détection automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12 annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, DAI
Prescription contrôlée : 12. Détection automatique d'incendie La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
Constats : La détection automatique d'incendie a été vérifiée le 30/11/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage
Constats : Le site est sprinklé et l'installation a été vérifié le 27/10/2021. Néanmoins, l'exploitant n'a pu produire de document justifiant que l'installation est adaptée aux produits stockés. L'exploitant doit justifier la qualification de son installation aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
Constats : Les extincteurs ont été vérifiés le 10 mars 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : RIA

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;
Constats : L'installation dispose de RIA. L'exploitant doit justifier que l'implantation des RIA permet d'attaquer simultanément par deux lances sous deux angles différents un foyer d'incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Disponibilité effective eau incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/12/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : En application de l'article L.171-8-1 du code de l'environnement, la SAS XPO Supply Chain est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son entrepôt « PLA2A » situé à SAINT-VULBAS, Parc industriel de la Plaine de l'Ain, allée du clair de lune : • sous un maximal délai de 6 mois à compter de la notification du présent acte : ◦ de justifier la disponibilité effective des moyens en eau (quantité et débit) nécessaires pour la défense incendie de ses installations, conformément aux dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;
Constats : L'exploitant a recalculé son besoin en eau d'incendie selon la règle D9 suite à l'observation n°5 de l'inspection du 02/10/2020. Le besoin s'élève à 660 m ³ /h. L'exploitant a fait procéder à des essais de débits simultanés sur les PEI. Les PEI peuvent fournir 384 m ³ /h. il manque donc 276 m ³ /h soit une réserve de 552 m ³ au moins. L'exploitant a indiqué que la charge financière du coût de mise en conformité était en discussion avec le propriétaire du bâti. Le coût de mise en conformité s'élèverait à 61 602 € TTC.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

Nom du point de contrôle : Distance PEI / accès cellules

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/12/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : En application de l'article L171-8-1 du code de l'environnement, la SAS XPO Supply Chain est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son entrepôt « PLA2A » situé à SAINT-VULBAS, Parc industriel de la Plaine de l'Ain, allée du clair de lune : <ul style="list-style-type: none">• sous un maximal délai de 6 mois à compter de la notification du présent acte :<ul style="list-style-type: none">◦ de justifier que l'accès extérieur de la cellule n°2 est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie, distance mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours, conformément aux dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;
Constats : La mise en conformité n'a pas été réalisée. L'exploitant a indiqué que cette mise en conformité était prévue en même temps que la mise en conformité de la réserve d'eau incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

Nom du point de contrôle : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/12/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : En application de l'article L.171-8-1 du code de l'environnement, la SAS XPO Supply Chain est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son entrepôt « PLA2A » situé à SAINT-VULBAS, Parc industriel de la Plaine de l'Ain, allée du clair de lune : <ul style="list-style-type: none">• sous un maximal délai de 6 mois à compter de la notification du présent acte :<ul style="list-style-type: none">◦ d'établir un plan de défense incendie, conformément aux dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (constat n°6).
Constats : Le point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 a été modifié par l'arrêté ministériel du 24/09/2020. Pour les entrepôts existants, le plan de défense incendie est exigible à compter du 31 décembre 2023. La visite d'inspection du 02 octobre 2020, réalisée quelques jours seulement après la publication de l'arrêté ministériel du 24/09/2020, n'avait pas pris en compte cette évolution réglementaire. La prescription 23 n'étant plus applicable (jusqu'au 31 décembre 2023), la mise en demeure est caduque sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exercice d'évacuation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14 annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation
Prescription contrôlée : 14. Evacuation du personnel Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m2. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
Constats : Le dernier exercice d'évacuation a été réalisé le 22/12/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plans

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/12/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Plans
Prescription contrôlée : En application de l'article L.171-8-1 du code de l'environnement, la SAS XPO Supply Chain est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son entrepôt « PLA2A » situé à SAINT-VULBAS, Parc industriel de la Plaine de l'Ain, allée du clair de lune : <ul style="list-style-type: none">• sous un maximal délai de 6 mois à compter de la notification du présent acte :<ul style="list-style-type: none">◦ de disposer de plan des réseaux à jour, conformément aux dispositions du point 1.6.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;
Constats : L'exploitant a présenté un plan à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modifications d'exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/12/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Modifications d'exploitation
Prescription contrôlée : En application de l'article L.171-8-1 du code de l'environnement, la SAS XPO Supply Chain est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son entrepôt « PLA2A » situé à SAINT-VULBAS, Parc industriel de la Plaine de l'Ain, allée du clair de lune : <ul style="list-style-type: none">• sous un maximal délai de 3 mois à compter de la notification du présent acte :<ul style="list-style-type: none">◦ de porter à la connaissance du préfet de l'Ain les modifications relatives à l'implantation de bureaux et locaux sociaux au sein de la cellule n°3, conformément aux dispositions des articles L181-14 et R181-46 du code de l'environnement ;
Constats : L'exploitant a reconverti les bureaux et locaux sociaux qui étaient en construction en bureaux de quai. La mise en œuvre de bureaux de quai ne constitue pas une modification notable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives locaux sociaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/12/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives locaux sociaux
Prescription contrôlée : En application de l'article L171-8-1 du code de l'environnement, la SAS XPO Supply Chain est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son entrepôt « PLA2A » situé à SAINT-VULBAS, Parc industriel de la Plaine de l'Ain, allée du clair de lune : <ul style="list-style-type: none">• sous un maximal délai de 3 mois à compter de la notification du présent acte :<ul style="list-style-type: none">◦ de respecter les dispositions constructives applicables aux locaux sociaux présents dans la cellule de stockage n°3 et définies à l'article 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;
Constats : L'exploitant a reconverti les bureaux et locaux sociaux qui étaient en construction en bureaux de quai. Les bureaux de quai sont exemptés des dispositions constructives selon l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure périodique de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : 6.3. Mesure périodique de la pollution rejetée L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O ₂ , SO ₂ , poussières, NO _x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la mesure périodique de la pollution rejetée. Ce manquement est à mettre en relation avec l'erreur de classement au titre de la rubrique 2910. Toutefois, l'exploitant a passé commande le 11/03/2022 du contrôle de ses émissions en application de l'arrêté ministériel du 03/08/2018. L'exploitant doit transmettre le rapport à l'inspection des installations classées pour justifier la bonne réalisation des contrôles et la conformité des émissions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites

Nom du point de contrôle : Protections gaz chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13
Thème(s) : Risques accidentels, Chaufferie
Prescription contrôlée : 2.13. Alimentation en combustible Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées. Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé : <ul style="list-style-type: none">- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation. Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide comporte un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible. Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide équipe chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.
Constats : Les vannes sont présentes. Les tuyauteries sont repérées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1999, article 2 alinéa 4.6.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement eaux incendie
Prescription contrôlée : Les eaux et produits dispersés dans l'entrepôt en cas d'accident ou d'incendie doivent être confinées pour être récupérées et traitées avant rejet. Leur rejet direct ou indirect dans le milieu naturel est strictement interdit. Lors d'un sinistre, toute disposition doit être prise pour éviter le déversement direct de ces eaux et produits dans le milieu naturel ou dans le réseau d'eaux pluviales du PIPA tant que celui-ci n'est pas pourvu d'une capacité de rétention collective adéquate. A ce titre : <ul style="list-style-type: none">- toute mesure technique ou d'organisation doit être mise en œuvre afin que la vanne de barrage commandant l'entrée du dispositif visé en 4.2.2 soit immédiatement fermée. La procédure de fermeture de cette vanne doit faire l'objet d'une consigne spécifique.- en cas d'absence de personnel compétent hors des horaires de travail, la fermeture de la vanne précitée doit être commandée automatiquement en cas de déclenchement sprinkler
Constats : L'exploitant dispose d'une vanne manuelle. Elle n'est donc pas asservie au sprinkler. L'exploitant doit disposer d'une vanne asservie au sprinkler.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Tri déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2021, article D543-281
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets. Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois et de fraction minérale peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets.
Constats : L'exploitant dispose d'une benne de déchets dite "DIB" (ou déchets en mélange dans son contrat) dans laquelle il mélange des déchets organiques avec d'autres déchets. Il a été rappelé à l'exploitant que depuis le 1 ^{er} juillet 2016, le mélange de déchets « 5 flux » avec d'autres déchets est interdit. L'exploitant doit organiser le tri des déchets à la source.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites